



Rio+20

Quelles sont les options?

Alors que continuer comme avant n'est pas une option?

Il est temps d'agir

20 ans après le Sommet de la Terre de Rio, la planète se retrouve dans une crise plus profonde sur le plan environnemental, énergétique et financier. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro en 2012 pourra tout aussi bien n'être qu'une rencontre de haut niveau de plus, se contentant de déclarer la nécessité d'éradiquer la faim et la pauvreté, de stopper le changement climatique, de mettre fin à la perte de biodiversité, de l'érosion des sols, tout en mentionnant d'autres problèmes environnementaux graves. Et comme les fois précédentes, après la conférence, la vie reprendrait son cours habituel. Mais cette rencontre peut également s'avérer différente : elle peut constituer une opportunité historique où d'importantes décisions pourront être prises ainsi que des accords sur des actions concrètes permettant effectivement d'éradiquer la faim et la pauvreté et de sauver l'environnement. Il est donc temps d'agir!



Rio+20:

Quelles sont les options?

Dans la préface de l'Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2011 (ESES), Ban Ki-moon, secrétaire générale des Nations Unies déclare que les progrès de l'humanité ont eu lieu au détriment de la dégradation permanente de notre environnement naturel. Il affirme également que la publication de cette "Étude" énonçant cette situation inquiétante "arrive à point nommé étant donné que le monde se prépare à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012, appelée également Rio+20". Le secrétaire général des Nations Unies recommande vivement ce document aux élus politiques, aux partenaires non gouvernementaux, aux cadres d'entreprises et à toutes les personnes concernées.

Voici une citation de cette étude :

“Impossible de continuer comme avant

Alors que l'humanité a fait d'énormes progrès pour améliorer son bien-être au cours des deux derniers siècles, ces avancées ont eu lieu au détriment de la dégradation permanente de notre environnement naturel. Environ la moitié des forêts qui couvrent notre planète ont disparu, les ressources de nappes phréatiques se tarissent et sont polluées. On constate d'énormes pertes de la biodiversité et, par le truchement d'un accroissement de la combustion des combustibles fossiles, la stabilité du climat de la Terre est menacée par le réchauffement de l'ensemble du globe. Afin que les populations des pays en développement puissent vivre dans de conditions décentes, plus particulièrement en ce qui concerne les milliards d'êtres humains qui vivent actuellement dans des conditions de pauvreté abjecte, et les deux milliards de personnes supplémentaires qui s'ajouteront à la population mondiale vers 2050, nous aurons besoin de progrès économiques nettement plus importants.

Si nous continuons sur les mêmes pistes de croissance économique, poursuivies jusqu'à aujourd'hui, les pressions exercées sur les ressources mondiales et l'environnement naturel seront exacerbées encore davantage et nous atteindrons alors la frontière du non retour où une existence durable ne sera plus possible. Dès lors, il est impossible de faire comme si de rien n'était et de continuer comme avant". (United Nations. 2011. World Economic and Social Survey 2011)

... et la gouvernance comme avant n'est plus possible non plus

Nous, soussignées, organisations de la société civile exprimons notre accord avec le nouveau fil rouge populaire des rapports phares préparant Rio (PNUE, ESES, IAASTD), à savoir que "Business, as usual, is not an option" (Il n'est plus possible de faire comme si de rien n'était et de continuer comme avant) : cette phrase est devenue célèbre à cause de Barack Obama et elle est répétée dans ces différents documents. S'il est vrai que nous souscrivons au fait qu'on ne peut plus continuer comme avant, il n'en reste pas moins vrai que la question politique pertinente pour la société civile reste bel et bien celle-ci : la gouvernance comme avant n'est plus possible non plus.

Il est temps d'agir

20 ans après le Sommet de la Terre de Rio, la planète se retrouve dans une crise plus profonde sur le plus environnemental, énergétique et financier. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro en 2012 pourra tout aussi bien n'être qu'une rencontre de haut niveau de plus, se contentant de déclarer la nécessité d'éradiquer la faim et la pauvreté, de stopper le changement climatique, de mettre fin à la perte de biodiversité, de l'érosion des sols, tout en mentionnant d'autres problèmes environnementaux graves. Et comme les fois précédentes, après la conférence, la vie reprendrait son cours habituel. Mais cette rencontre peut également s'avérer différente : elle peut constituer une opportunité historique où d'importantes décisions pourront être prises ainsi que des accords sur des actions concrètes permettant effectivement d'éradiquer la faim et la pauvreté et de sauver l'environnement. Il est donc temps d'agir! **¡Es tiempo de actuar!**

Dans ce document, le terme "agriculture" est utilisé dans un sens large et se réfère à différentes catégories/méthodes notamment la culture, l'élevage, le pastoralisme, la pêche, la sylviculture et d'autres applications naturelles destinées à la production alimentaire, la récolte et la moisson en zones urbaine et rurale – lorsque aucune autre spécification n'est donnée et que le contexte est clair.

2



L'Agriculture – un problème essentiel ...

Les méthodes alimentaires industrielles et les autres pratiques non durables provoquent de très graves dégâts environnementaux, menant notamment à la perte de la biodiversité et de la fertilité des sols, à une utilisation outrancière de l'eau et à sa pollution, contribuant ainsi continuellement au changement climatique. Ce type de méthode alimentaire et de production alimentaire met à mal les possibilités d'une production alimentaire suffisante et saine pour les générations actuelles et futures. En outre, ces méthodes alimentaires industrielles paupérisent des millions de petits producteurs d'aliment, créent de plus grandes vagues de pauvreté, de faim et d'exode et provoquent des problèmes de santé sur une grande échelle. En effet, un milliard d'êtres humains souffrent d'insécurité alimentaire alors que, au même moment, deux autres milliards de personnes subissent des régimes, ont accès à une nourriture abondante mais qui n'est pas saine provoquant l'obésité, les maladies cardiaques, le cancer, le diabète de type 2 et d'autres maladies. Tout cela nous fait penser que nous devons nous attendre à de graves pandémies dans un avenir proche.

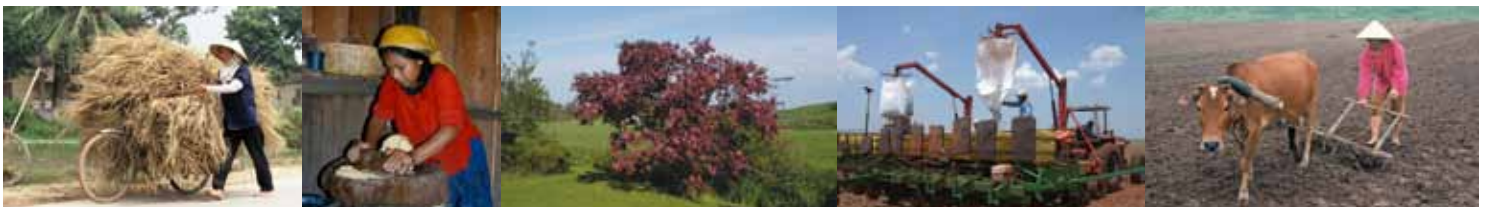


... tout en étant la principale solution



Des méthodes alimentaires viables existent. Elles ont connu une évolution et se sont adaptées au fil des millénaires à des formes traditionnelles d'agriculture et sont désormais plus pertinentes que jamais. Ces méthodes peuvent être combinées, si cela est approprié, aux connaissances les plus récentes en agroécologie et à d'autres formes de production durable. Actuellement, les petits producteurs fournissent la nourriture d'environ 70 pour cent de la population. Ils utilisent l'agroécologie et d'autres formes d'agriculture et de production alimentaire durables, élaborées dans le cadre de la souveraineté alimentaire et sont capables de :

- Eliminer la faim et la pauvreté chez la majorité de la population,
- Réduire considérablement le changement climatique et ses impacts,
- Restaurer la biodiversité, la fertilité des sols et les ressources hydriques
- Améliorer l'existence de milliards de personnes et leur fournir un emploi rémunérateur,
- Produire suffisamment d'aliments nutritifs, de qualité supérieure et diversifiés pour neuf milliards de personnes ou plus.



La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en 2012 à Rio devrait

1. Veiller à ce que l'agriculture dans toutes ses dimensions soit au cœur de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio et qu'elle constitue ultérieurement la question clef des politiques et des pratiques internationales.

En effet, l'agriculture est l'une des causes essentielles mais aussi l'une des principales solutions aux problèmes sociaux, climatiques et environnementaux de notre planète. La production alimentaire industrielle constitue la cause fondamentale des dégâts sociaux et environnementaux ; il est donc urgent d'en réduire et l'ampleur et les impacts. La solution se trouve dans les méthodes de production alimentaire à échelle réduite et écologiques, pratiquées actuellement par de millions de petits producteurs d'aliments qui, s'ils recevaient un soutien, pourraient considérablement augmenter la disponibilité alimentaire, éliminer la faim, renforcer la justice et inverser la dégradation environnementale. Ces méthodes, qui fournissent actuellement 70% de l'alimentation mondiale – capables d'en offrir davantage si elles étaient soutenues et protégées – sont des façons de faire essentiellement durables, capables de s'adapter et de résister, (agro) écologiques et respectueuses de la biodiversité. Ces méthodes sont primordiales pour la survie de l'humanité et la préservation de la biodiversité. Elles contribuent à la réduction du changement climatique, à l'éradication de la pauvreté et à un développement socialement équitable et écologiquement durable.

2. Offrir un soutien solide et accru à une production alimentaire à petite échelle et agro écologique ainsi qu'à d'autres formes de production alimentaire durables et écologiques.

Rio+20 devrait effectuer des travaux de recherche dans ce domaine et réunir les conditions nécessaires afin d'assurer une transition d'une part permettant de s'écarter d'une production alimentaire industrielle nuisible sur le plan environnemental et social et d'autre part d'être axée sur la production d'une alimentation saine et suffisante pour les 9 milliards ou plus d'êtres humains attendus sur notre planète. Rio+20 devrait créer des emplois, une dynamique de proximité et une économie équitable pour des milliards d'êtres humains. Cette Conférence devrait aider à museler le changement climatique, à maintenir et à renforcer les fonctions de l'écosystème, de la biodiversité et d'autres ressources naturelles. Egalement, il conviendrait de reconnaître le rôle important des femmes en agriculture, de leur apporter un soutien et de prendre en compte leurs besoins spécifiques.

3. Réglementer, encourager et soutenir la modification de l'agriculture industrielle et de toutes les autres formes d'agriculture non durable afin d'assurer la transition vers une production alimentaire basée sur les petits producteurs qui soit agroécologique et qui utilise des méthodes de production alimentaire durables et écologiques. En coopération avec les organisations d'agriculteurs et de paysans, les gouvernements devraient élaborer des politiques et des actions concrètes nécessaires à ce type de transformation, offrant ainsi aux petits producteurs l'accès à la terre, à l'eau, aux semences locales, aux marchés locaux, au crédit et aux technologies agroécologiques ainsi qu'à des programmes d'éducation participatifs. Les gouvernements devraient également réglementer et faire payer l'agriculture industrielle pour ses impacts négatifs sur l'environnement et la santé.

4. Soutenir la souveraineté alimentaire comme cadre général des politiques alimentaires et agricoles et encourager les collectivités, les populations, les Etats et les institutions internationales à reconnaître la souveraineté alimentaire et à la concrétiser. En effet, la souveraineté alimentaire met le droit à une alimentation suffisante, saine et culturellement appropriée pour tout être humain, toutes les populations et collectivités au centre des politiques relatives à l'alimentation, l'agriculture, l'élevage, et la pêche, plutôt que les exigences des marchés et des entreprises qui accordent la priorité à des produits internationalement commercialisables. Elle enracine les méthodes alimentaires dans le local et valorise les connaissances et les compétences des petits fournisseurs d'aliments et travaille en harmonie avec la nature en ayant recours à des formes écologiques et à petite échelle d'approvisionnement alimentaire.

5. Mettre en exergue le rôle important des organisations des petits producteurs d'aliment.

Il est crucial d'avoir un mouvement social fort afin d'opérer les changements qui sont nécessaires au niveau des politiques et des pratiques et également en vue d'un développement démocratique et durable de nos sociétés. Par conséquent, il est extrêmement important de soutenir et d'accompagner le renforcement des organisations paysannes/de petits producteurs et fournisseurs d'aliments et d'y promouvoir plus particulièrement la participation et le rôle des femmes. Il convient également d'accorder une attention spécifique et de soutenir activement la participation des jeunes et des femmes au sein de ces organisations. En outre, les organisations paysannes/de petits producteurs/de petits fournisseurs d'aliments doivent être consultées sur toutes les questions pertinentes et elles doivent avoir un rôle de chef de file dans la définition des politiques et des actions en matière d'alimentation et d'agriculture.



6. Accueillir favorablement le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies (CSA) réformé, d'une part en tant qu'instance dirigeante en matière de politique alimentaire, agricole et de développement ainsi que pour toutes les questions financières connexes et d'autre part comme interlocuteur pour toutes ces problématiques au sein du nouveau Réseau de l'ONU pour l'environnement, qui est en cours de formation (voir numéro 12).

7. Investir le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies (CSA) d'un mandat lui permettant d'identifier les déficiences et les carences entravant la mise en œuvre des plans et propositions existants et de développer un plan de travail pour la concrétisation des décisions de Rio+20, du chapitre 14 de l'Agenda 21, des points 16/17 de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, des conclusions de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) et des recommandations sur l'agroécologie par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation dans son rapport annuel 2010 soumis aux droits de l'Homme, veillant à ce que les points de vue et les préoccupations des petits producteurs soient pris en compte et que leur mandat relatif au renforcement de la sécurité alimentaire soit respecté.

8. Lancer un appel à tous les pays pour qu'ils mettent sur pied leurs propres structures/mécanismes de suivi destinés à la mise en œuvre des conclusions de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) avec l'entière participation des petits producteurs, paysans, pastoralistes, pêcheurs et de tous les autres fournisseurs d'aliment artisanaux.

9. Soutenir l'adoption d'une déclaration onusienne sur les droits des paysans.

Dans le monde entier, les paysans et les petits producteurs, les travailleurs agricoles et les sans terre sont victimes de violence. Ils subissent l'oppression et la criminalisation, sont soumis à la discrimination et se voient expulsés de leur terre et privés de leurs moyens d'existence. Afin d'examiner ces modèles de violation singuliers, il convient d'élaborer des dispositions et des mécanismes spécifiques permettant de protéger les droits des paysans dans leur totalité. Par conséquent, il faudrait créer un instrument international au sein de l'ONU afin de protéger, faire respecter, mettre en œuvre, et sauvegarder les droits des paysans.

10. Résister à la marchandisation et à la commercialisation de la nature et lutter contre toutes les formes d'échange de quotas d'émission de CO₂, telles que la REDD+, le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) etc., qui incluraient la séquestration du carbone provenant de l'agriculture et des sols par la bourse des quotas d'émissions de CO₂. En effet, ce type de mécanisme est basé sur les lois du marché et n'aborde pas les causes essentielles des émissions de gaz à effet de serre mais fournit plutôt des incitants diaboliques aux pollueurs et profite aux entités émettrices de dioxyde de carbone.

11. Condamner les revendications de brevet multigénome et encourager les gouvernements à bloquer ou à débouter ces revendications.

Les gouvernements devraient également établir un processus intergouvernemental clair pour examiner l'impact des régimes de propriété intellectuelle sur la matière et les processus vivants.

12. Mettre sur pied un nouveau réseau environnemental onusien qui soit vaste et participatif.

Dans le cadre de ce réseau, les gouvernements du Sud, avec le soutien de la société civile, pourront examiner de façon cohérente l'ensemble de toutes les problématiques touchant au climat, à l'environnement et au social, abordées actuellement par différents organes, organismes et services de suivi des traités.

13. Engager l'ONU en 2012 dans un processus de négociation aboutissant à une évaluation technologique internationale (bio, nano et géoingénierie) et à un mécanisme d'information international consolidant la souveraineté et le choix national, respectant le principe de précaution et renforçant les capacités des pays en développement et des collectivités à évaluer l'impact des nouvelles technologies et des technologies émergentes sur la santé, l'environnement et la situation socio-économique.

14. Affirmer l'intégrité de la communauté multilatérale par rapport aux technologies destinées à examiner le changement climatique. A cet effet, il conviendrait d'instaurer une interdiction juridiquement contraignante relative à l'usage de toutes les formes de géoingénierie.

15. Souligner que le principe des responsabilités communes mais différenciées doit être respecté, notamment le fait que les pays industrialisés devraient rembourser leur dette écologique et climatique aux pays en développement, entre autres pour les dégâts causés par leurs émissions historiques de gaz à effet de serre.



20 politiques susceptibles d'adoption immédiate par Rio+20

Voici quelques initiatives politiques concrètes qui peuvent devenir des réalités à l'instant même et qui immédiatement renforceront la souveraineté alimentaire, réduiront les dégâts environnementaux et soutiendront le travail innovant des paysans / petits producteurs et fournisseurs d'aliments.

Politiques permettant de prendre des mesures concernant la crise alimentaire:

1. Rétablir le soutien public pour que l'agriculture puisse aborder la crise alimentaire. La présence industrielle massive sur la chaîne alimentaire, depuis les années 70 au moins, a considérablement réduit le soutien du secteur public en faveur de la recherche tout autant que pour le développement rural. L'aide agricole a été réduite de 8 milliards de dollars en 1984 à 3,4 milliards de dollars en 2004 (2004 US\$). Les gouvernements devraient coopérer afin de faire appliquer une surtaxe annuelle de 5 milliards de dollars sur les oligopoles alimentaires de ces 25 dernières années au moins, afin de récupérer une partie de ces pertes. Les fonds ainsi recouverts devraient être directement versés aux organisations paysannes afin de soutenir leurs initiatives.

2. Transformer les "terres accaparées" en champs pour les paysans. Au niveau international, on reconnaît de plus en plus que l'accaparement des terres par le public ou le privé, à l'intérieur d'un même pays ou par delà les frontières, est un phénomène dévastateur pour l'environnement et la sécurité alimentaire. On estime que 80 millions d'hectares de terre concernés par ces transactions devraient revenir aux paysans et être transformés en 26 millions 700 mille exploitations d'environ 3 hectares chacune.

3. Convertir les biocarburants en nourriture. En 2007, les Etats-Unis et l'UE ont tous deux consacré 11 milliards de dollars à des subventions gouvernementales et des droits de douane pour soutenir la production des biocarburants. Dès 2006, 14 millions d'hectares (1%) de l'ensemble des terres arables étaient utilisés pour la production de biocarburant (ne fournissant que 0,5% de l'utilisation de l'énergie primaire au niveau mondial). De nouvelles politiques devraient transférer les terres utilisées pour la production de biocarburant aux paysans sans terre ou ne possédant pas suffisamment de terre (4 millions 600 mille familles pourraient ainsi bénéficier de 3 hectares chacune), multipliant potentiellement par deux la production agricole (en Afrique et en Asie une exploitation a actuellement une superficie de 1,6 hectares en moyenne). Les 11 milliards de dollars de subventions annuelles pourraient alors soutenir les développements agroécologiques sur ces exploitations.

4. Garantir une alimentation suffisante, nourrissante et appropriée pour au moins neuf milliards de personnes d'ici 2050. Aujourd'hui, les céréales utilisées pour l'alimentation animale pourraient satisfaire les besoins en calorie de plus de 3 milliards 500 millions de personnes. La population mondiale actuelle est quelque peu inférieure à 7 milliards d'habitants. Il n'existe pas d'obstacle technologique nous empêchant de faire face à nos futures besoins alimentaires.

5. Adopter des politiques en vue de réduire l'érosion des sols et de protéger ainsi la sécurité alimentaire à long terme. A l'heure actuelle, la chaîne alimentaire industrielle conduit à une perte annuelle totale de 75 milliards de tonnes de terre végétale et coûte au monde 400 milliards de dollars. Un petit groupe de dix sociétés d'engrais internationales décourage la bonne gestion des sols. Les paysans utilisent des méthodes de conservation des sols qui se servent des microorganismes se trouvant naturellement dans le sol et qui sont responsables de la fixation de 140-170 millions de tonnes d'azote, équivalent à 90 milliards de dollars de fertilisants chimiques. On devrait se doter de politiques soutenant ces stratégies de conservation. Une amélioration de l'aménagement des terres, ayant plus particulièrement recours aux techniques paysannes, pourrait accroître le PIB agricole entre 3 et 7%.

6. Réduire la perte des cultures. Actuellement, les pertes alimentaires annuelles équivalent à plus de la moitié des cultures de céréales au niveau mondial (2 milliards 300 millions de tonnes) : ce qui signifie la production de quelque 500 millions de tonnes de gaz à effet de serre nuisibles. Les pertes alimentaires dans les pays industrialisés vont de 90 à 111 kg par personne et par an. Il convient d'élaborer de nouvelles politiques permettant de baisser immédiatement les pertes de cultures de 90% dans les pays de l'OCDE pour atteindre au moins les niveaux existants en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, à savoir de 9 à 11 kg par personne et par an.

Politiques destinées à la transformation des chaînes alimentaires en réseau alimentaire:

7. Renforcer le réseau alimentaire et briser la chaîne alimentaire. La situation d'oligopole existant dans le domaine des intrants agricoles réduit l'efficacité et décourage la résistance et la capacité d'adaptation nécessaires permettant d'affronter les nouveaux défis sanitaires et environnementaux. De nos jours, six entreprises (Monsanto, DuPont, Syngenta, Dow, Bayer et BASF) contrôlent 71% des produits chimiques utilisés dans les cultures, 58% de la vente des semences commerciales et, avec leurs partenaires biotech, elles contrôlent 77% des revendications de brevet pour des prétendus "cultures prédisposées au climat". L'oligopole de ces six entreprises refrène l'innovation, encourage le gaspillage d'énergie et stimule leurs propres produits chimiques polluants. Les politiques de concurrence devraient briser la chaîne alimentaire. En effet, de nouvelles politiques devraient encourager la diversité du marché et soutenir la recherche dans le domaine des méthodes agroécologiques. La diversification du marché, rien que pour les semences, pourrait réduire les prix de 30% au moins, permettant aux paysans du monde entier d'économiser plus de 9 milliards de dollars chaque année.

6



8. Promouvoir les droits des productrices d'aliments: les femmes constituent 60 à 80% des paysans cultivateurs et elles produisent 90% de la nourriture en Afrique et approximativement la moitié de la totalité des aliments au niveau mondial. Or, dans l'Afrique subsaharienne, uniquement 15% des femmes sont propriétaires terriennes, elles reçoivent moins de 10% des crédits et ne bénéficient que de 7% des services d'extension. Il convient d'élaborer des politiques abordant l'inégalité de genre afin d'accroître le rendement des exploitations appartenant à des agricultrices de 2,5% à 4% au minimum.

9. Diversifier la transformation alimentaire et la distribution des produits alimentaires. A l'heure actuelle, ce sont les plus grands oligopoles de supermarché qui contrôlent le marché des aliments à raison de 40 à 50% en Amérique Latine, 10% en Chine, 30% en Afrique du Sud et 50% en Indonésie. Les 100 entreprises de transformation les plus importantes contrôlent 77% de la nourriture emballée de la planète ainsi que 10 à 11% des ventes au détail de nourriture au niveau mondial. Les méthodes paysannes nourrissent 70% du monde, dont les couches les plus vulnérables. Les politiques de concurrence devraient éliminer les pratiques oligopolistiques. Il convient d'élaborer de nouvelles politiques permettant de diversifier l'offre aux consommateurs, de réduire le besoin de transformation et d'accroître le soutien à la conservation et à la distribution des produits du terroir.

10. Proscrire les technologies agricoles de type Terminator. Actuellement, alors qu'il existe un moratoire international sur les technologies Terminator, quelques gouvernements manifestent l'intention d'invalider ce moratoire en 2012. Rio+20 se doit de mettre sur pied une interdiction internationale dans ce domaine. En Ethiopie, approximativement 90% des zones de culture de blé utilisent des semences fermières. Si les semences Terminator étaient commercialisées et que les producteurs de blé éthiopiens étaient forcés à acheter de nouvelles semences chaque fois qu'ils en cultivent, cela leur coûterait environ 66 millions de dollars chaque année. Les producteurs de graines de soya qui actuellement mettent de côté et réutilisent les semences de soya seraient obligés de dépenser quelque 407 millions de dollars par an si l'interdiction brésilienne sur les semences Terminator devait être levée. Aux Philippines, environ 59% de la riziculture se fait avec des semences fermières. Si ces producteurs étaient poussés à acheter de nouvelles semences à chaque fois qu'ils veulent cultiver du riz, ils dépenseraient quelque 172 millions de dollars par an. Si les cultivateurs de froment canadiens (qui produisent maintenant le froment sur 8,36 millions d'hectares avec des semences fermières) étaient forcés à acheter des semences de froment Terminator, il leur faudrait dépenser 85 millions de dollars chaque année.

11. Réduire le gaspillage d'eau douce et des industries de transformation des boissons. Cinq entreprises agroalimentaires internationales (Nestlé, Danone, Unilever, Anheuser Busch et Coca-Cola) consomment chaque jour une quantité d'eau qui pourrait suffire aux besoins de consommation ménagère de l'ensemble de la population mondiale. De nos jours, par exemple, il faut 12.000 litres d'eau pour produire et transformer un demi kilo de chocolat. La quantité d'eau requise pour la production de 65 millions de kilos de boeuf haché -quantité retirée de la vente et détruite pour cause d'insalubrité alimentaire aux Etats-Unis en 2008- équivalait à celle nécessaire à l'irrigation de 100.000 hectares de sol sec pendant toute une année. Les modèles de production paysans qui privilégient la consommation locale gaspillent peu ou pas d'eau. Il conviendrait dès lors d'élaborer des politiques accordant la priorité à la consommation locale et favorisant une forte imposition fiscale des entreprises de transformation gaspilleuses.

Politiques destinées à limiter l'empreinte environnementale de l'agriculture et à améliorer la santé

12. Améliorer la santé et réduire les dégâts environnementaux. Actuellement, un adulte d'un pays de l'OCDE consomme chaque jour un repas supplémentaire sans utilité et mauvais pour sa santé (environ un supplément de 750 Calories). A peu près 25% de l'énergie et de l'eau -ainsi que les gaz à effet de serre consécutifs- utilisées dans les pays de l'OCDE sont consacrés au "gaspillage de la nourriture". Au moins 50% des adultes des pays de l'OCDE sont en surpoids ou souffrent d'obésité. Cette dernière coûte aux Etats de l'OCDE quelque 300 milliards de dollars chaque année. Or ce montant est plus que suffisant pour satisfaire les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015, avec à peu près les 100 milliards de dollars des restes de repas.

13. Réduire la consommation de la viande et des produits laitiers dans les pays de l'OCDE. Selon les estimations de l'ONU, la demande en viande et en produits laitiers va doubler d'ici 2050. La consommation de viande par habitant dans les pays de l'OCDE est dix fois plus importante que dans les pays du Sud. Une réduction de 25% de la consommation mondiale des produits d'origine animale diminuerait nos émissions de gaz à effet de serre de 2,5%.

14. Faire la chasse au gaspillage et lutter contre la dévastation de l'environnement dans le secteur de la pêche. De nos jours, la pisciculture industrielle nécessite six tonnes de poisson sauvage pour produire une tonne de farine de poisson et il lui faut quelque 1,5 à 3 tonnes de farine pour obtenir 1 tonne de saumon d'élevage. La pêche artisanale et les bassins à poissons de type familial recyclent les nutriments et ne produisent pas de déchets. Il faut se doter de politiques incluant ces déchets dans l'imposition fiscale des exploitations piscicoles industrielles.

15. Renforcer les filières alimentaires urbaines et péri-urbaines. A l'heure actuelle, les consommateurs britanniques jettent chaque jour 243 litres d'eau avec la nourriture qu'ils mettent à la poubelle ; ce qui représente 6% de la consommation totale d'eau au Royaume Uni et une fois et demi plus que les besoins personnelles quotidiennes en eau douce. Aujourd'hui, 25 à 30% de l'eau douce -à savoir quelque 45 milliards de litres- est perdue dans les zones urbaines à cause des fuites dans les tuyaux ; ce qui coûte 14 milliards de dollars chaque année aux municipalités. L'eau urbaine gaspillée à cause des fuites dans les tuyaux pourrait satisfaire les besoins en eau de 200 millions de personnes ou de 4 millions 500 mille jardinets en ville. Si les 243 litres d'eau perdus chaque jour à cause de la nourriture déversée dans les poubelles pouvaient être disponibles pour les jardiniers en zone urbaine, ils leur permettraient de produire 18.000 tonnes de tomates chaque année, 3.240 laitues tous les deux mois, 900 choux tous les trois mois ou encore 9.000 oignons tous les quatre mois. Il convient dès lors de se doter de politiques destinées à la promotion de l'agriculture urbaine, y compris l'accès à une eau salubre, car ce type d'agriculture permettra d'améliorer l'efficacité hydrique et le recyclage des déchets et constituera un soutien à la nutrition locale.



Politiques destinées à encourager l'innovation et la diversification du réseau alimentaire

16. Soutenir in situ les stratégies de conservation paysannes. Tout le monde est d'accord pour dire que l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dépendra de la conservation et de l'introduction des plantes sauvages apparentées aux plantes cultivées. Cependant, les efforts actuels n'ont permis de recueillir que 700 espèces. Les paysans quant à eux conservent 50 à 60.000 espèces de variétés sauvages apparentées. Il conviendrait de soutenir leur travail de conservation in situ ainsi que la sélection opérée au sein des collectivités.

17. Encourager la sélection et la production de cultures peu utilisées. Aujourd'hui, la chaîne alimentaire industrielle ne comprend que 150 espèces à peu près et presque tous les travaux de recherche se concentrent sur 12 espèces. Le réseau d'alimentation paysan, quant à lui, fait la sélection et nourrit 7.000 cultures vivrières, offrant un potentiel énorme pour faire face au changement climatique. Il convient dès lors de se doter de politiques renforçant les efforts des paysans destinés à diversifier le réseau alimentaire.

18. Refaire la liste des priorités en matière de recherche afin de soutenir la sélection par les paysans. Au cours de ces 50 dernières années, les obtenteurs industriels ont produit quelque 80.000 variétés végétales, dont 7.000 provenant de centres de recherche internationaux. Et environ 60% de ces sélections commerciales privées ont eu un usage ornemental. Pendant cette même période, les paysans ont contribué à pas moins de 2 millions 100 mille variétés destinées à l'alimentation humaine et animale. Il conviendrait dès lors d'élaborer des politiques permettant de remettre dans les mains des organisations paysannes la direction de la sélection, d'ouvrir grande ouverte l'accès des banques de gènes aux paysans pour la sélection et les échanges entre leurs exploitations agricoles, et d'éliminer les réglementations monopolistiques qui entravent l'innovation. Les dépenses publiques en matière de recherche et d'agriculture doivent être augmentées et la recherche devrait surtout se concentrer sur les solutions agroécologiques permettant de relever les défis future, à travers la promotion de méthodes agricoles solides, adaptables aux changements et respectueuses de la biodiversité.

19. Promouvoir des sélections de bétail qui soient résistantes, adaptables au changement et respectueuses de la diversité des espèces. Réintroduire les animaux traditionnels et de terroir sur les exploitations agricoles. De nos jours, 3-4 multinationales contrôlent les géniteurs de chacune des quatre types de bétail principaux (les bovins, les porcins, le poulet à griller, la poule pondeuse et la dinde). Au total, quelque 100 espèces fournissent toute la viande commerciale et la production laitière. En outre, trois entreprises agroalimentaires fournissent 43% des médicaments vétérinaires et trois autres contrôlent 25% de l'alimentation animale industrielle dans le monde. Pendant que la chaîne alimentaire industrielle continue de restreindre la diversité des espèces et des races disponibles permettant d'affronter les changements climatiques, les paysans, eux, maintiennent 40 espèces d'animaux pour le bétail et 7.616 races qui pourraient sinon connaître l'extinction. Il faudrait donc élaborer des politiques soutenant le travail de conservation et de sélection de ces animaux par les paysans ainsi que les droits des bergers traditionnels. Il conviendrait également de promouvoir une production de viande provenant d'un bétail alimenté avec de l'herbage et d'encourager une production d'alimentation animale et de produits laitiers ayant lieu sur l'exploitation même ou au niveau local. Par ailleurs, l'utilisation des antibiotiques à toute autre fin que thérapeutique devrait être proscrite dans le domaine de la production animale.

20. Conserver et promouvoir la pêche en mer et en eau douce. Actuellement, les exploitations piscicoles industrielles commercialisent 363 espèces. Il est à noter que la méthode industrielle a anéanti 20% de la totalité des espèces d'eau douce, à cause de la surpêche de pratiquement toutes les espèces marines populaires. La pêche artisanale, quant à elle, protège et récolte plus de 22.000 espèces d'eau douce. Il conviendrait dès lors d'élaborer des politiques renforçant le soutien aux petits pêcheurs.

Organisations apportant leur appui à ce document (31.08.2011)

African Biodiversity Network (ABN), AS-PTA – Agricultura Familiar e Agroecologi (Brazil), ANGELS Foundation (Nigeria), Bangladesh Krishok Federation, Biovision (Switzerland), Cátedra FODEPAL Observatorio del Sur (Argentina), Center For Environmental Education And Development (Brazil), Centre for Environmental Policy and Advocacy (Malawi), Centro Ecológico (Brazil), Cercle pour la défense de l'environnement - CEDEN (RD Congo), CIPRES (Nicaragua), Development Fund (Norway), EcoNexus (International), ETC-group (International), Federación de cooperativas para el desarrollo (Nicaragua), FIAN Belgium, FoodFirst (USA), Fundaexpresion (Colombia), Improved Stoves Association (Kenya), Katosi Women Development Trust (Uganda), Latin American Scientific Society of Agroecology (SOCLA), MAUDESCO / FoE (Mauritius), More and Better (International), National Fisheries Solidarity Movement of Sri Lanka, Norwegian Farmers and Smallholder's Union, Nutream (Mexico), SINERGIA (Bolivia), Support for Women in Agriculture and Environment – SWAGEN (Uganda), Susila Dharma International Association, The Royal Norwegian Society for Development (Norway), Third World Network (International), Transnational Institute (The Netherlands), USC Canada, World Family (USA), World Forum Of Fish Harvesters & Fish Workers (International)

Commentaires et soutien

Si vous désirez nous faire part de vos commentaires et de vos propositions en vue d'apporter des changements à ce document, et si votre organisation désire apporter son soutien à ce document, veuillez envoyer un courriel à cette adresse rio2012agcso@gmail.com

Une nouvelle version de ce document paraîtra en octobre 2011, prenant en compte les commentaires et les discussions.

Ce document est disponible en anglais, français, espagnol et allemand sur ce site internet: www.timetoactrio20.org

